



**PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME**

**DIRECTION RÉGIONALE  
DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT  
ET DU LOGEMENT  
DE NORMANDIE**

**Unité départementale du Havre**

Affaire suivie par : Aurore JULIARD

Tél. 02.35.19.32.71

Fax 02.35.19.32.99

Mél. : aureore.juliard@developpement-durable.gouv.fr

**Arrêté du 13 DEC. 2017**

**complétant les prescriptions liées à l'autorisation d'exploiter, délivrée à la Société en Nom Collectif (SNC) RENAULT pour ses installations sises Parc industriel fournisseurs à Sandouville (76430), et concernant :**

- l'actualisation des rubriques de la nomenclature ICPE ;
- la mise à jour des installations de combustion du site ;
- la prévention des nuisances sonores ;
- la prévention des risques légionelles ;
- les mesures de protection des personnes, en lien avec le périmètre d'exposition aux risques défini par le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de la zone industrialo-portuaire du Havre ;
- la prise en compte des risques technologiques extérieurs ;
- la surveillance des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE).

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION NORMANDIE, PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR, OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE,**

- Vu le code de l'environnement et notamment à l'article L 512-31 du titre I<sup>er</sup> de son livre V ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 16 février 2017 nommant Mme Fabienne BUCCIO préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW au titre de la rubrique 2910 et de la rubrique 2931 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 17-137 du 27 octobre 2017 portant délégation de signature à M. Yvan CORDIER, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu les différents arrêtés préfectoraux, notamment celui du 23 novembre 2005, et récépissés autorisant et réglementant les activités exercées par la Société en Nom Collectif (SNC) RENAULT, dont le siège social se trouve 13-15 quai Le Gallo – 92100 Boulogne Billancourt, dans son usine sise Parc industriel fournisseurs à Sandouville (76430) ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2016 approuvant le plan de prévention des risques technologiques de la zone industrialo portuaire du Havre ;
- Vu le courrier de la société SNC RENAULT du 13 décembre 2014 demandant une dérogation pour 3 chaudières de l'installation de combustion conformément à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 ;

- Vu le dossier de porter à connaissance (version 2-2017) de la société SNC RENAULT portant sur le projet de modernisation de la chaufferie eau suchauffée ;
- Vu le courrier du 31 mai 2016 de la société SNC RENAULT, demandant le bénéfice de l'antériorité suite à la modification de la nomenclature des installations classées ;
- Vu les rapports d'inspection des installations classées du 23 juillet 2014, du 8 avril 2015 et du 16 juin 2015, ainsi que le courrier du 16 octobre 2015 relatifs à l'installation de combustion présente sur site ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 20 octobre 2016 et le 17 août 2017 ;
- Vu la délibération du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 14 novembre 2017 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 16 novembre 2017 .

### **CONSIDERANT :**

que les activités exercées par la société SNC RENAULT sur son site de Sandouville sont principalement réglementées par l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005, modifié et complété par les arrêtés préfectoraux du 27 novembre 2008, du 30 octobre 2012 et du 6 juin 2014.

que les activités exercées par la société SNC RENAULT sur son site de Sandouville sont également soumises à l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910 et 2931.

L'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 et de la rubrique 2931 prévoit en son article 17 de pouvoir déroger à certaines valeurs limites d'émission sous certaines conditions.

L'exploitant a introduit une demande en ce sens le 13 décembre 2013 pour l'installation de combustion 39-1 Bât G.

En conséquence, il y a lieu de faire application à l'encontre de l'exploitant des dispositions prévues par l'article L 512-31 du code de l'environnement susvisé afin d'acter la dérogation et les conditions permettant d'en bénéficier ainsi que les suites réservées aux demandes de l'exploitant.

que l'exploitant demande :

- l'actualisation du régime de classement ;
- le maintien de la fréquence des mesures d'émissions sonores définie dans l'AP du 06/06/2014.

que l'usine de Sandouville est implantée pour une large part dans le périmètre d'exposition aux risques défini par le plan de prévention des risques technologiques de la zone industrialo portuaire du Havre (PPRT de la ZIPLH) approuvé par arrêté préfectoral le 17 octobre 2016.

que les personnes présentes dans cette usine doivent en conséquence faire l'objet de mesures appropriées de protection, de réduction de la vulnérabilité ou d'organisation de l'activité.

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture*

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

La Société en Nom Collectif (SNC) RENAULT Sandouville dont le siège social se trouve, 13-15 quai Le Gallo - 92100 Boulogne-Billancourt, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées, pour son usine de Sandouville (76).

**Article 2 :**

Une copie du présent arrêté doit être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté doit être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

**Article 3 :**

L'établissement demeure d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

**Article 4 :**

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté peut faire l'objet, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

Sauf cas de force majeure, le présent arrêté cesse de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

**Article 5 :**

Au cas où la société est amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins trois mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article R512-39-1 du Code de l'environnement, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L-511.1 du Code de l'environnement.

**Article 6 :**

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R.181-48 du Code de l'environnement.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de ROUEN :

- 1° par les demandeurs, ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte lui a été notifié ;
- 2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie dudit acte dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement
- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R. 181-44 ; cette publication est réalisée par le représentant de l'État dans le département, dans un délai de quinze jours à compter de son adoption.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

#### **Article 7 :**

Un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposé aux archives de la mairie et mise à disposition de toute personne intéressée, est affiché en mairie de Sandouville pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire fait connaître, par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société (SNC) RENAULT.

Un avis au public est inséré, par les soins de la préfecture et aux frais de la société (SNC) RENAULT, dans deux journaux d'annonces légales diffusés dans tout le département.

#### **Article 8 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète du Havre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le directeur départemental de la protection des populations de la Seine-Maritime, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Seine-Maritime, la directrice générale de l'agence régionale de santé de Normandie et l'inspection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Seine-Maritime et notifié à la société SNC RENAULT.

*Fait à ROUEN, le* **13 DEC. 2017**

Pour la préfète, et par délégation,  
le secrétaire général

A blue ink signature, appearing to be 'Yvan CORDIER', written over a circular stamp or seal.

Yvan CORDIER



Rouen, le 13 DEC. 2017

la préfète  
Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général  
Yvan CORDIER

**PRESCRIPTIONS ANNEXÉES  
A L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE  
en date du .....**

**SNC RENAULT**

**à Sandouville**

N° SIRET : 410 206 270 00010

**ARTICLE 1 : Classement ICPE du site par rubrique de la nomenclature des installations classées**

Le tableau ci-dessous remplace l'annexe A de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 modifié et complété par l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2012.

Il regroupe l'ensemble des rubriques mises à jour suite à l'évolution de l'activité du site de Sandouville et à l'évolution réglementaire (en particulier, décret n°2014-285 du 3 mars 2014).

Les installations relevant des régimes de déclaration et d'enregistrement pour les rubriques de la nomenclature ICPE doivent être aménagées et exploitées conformément aux prescriptions générales édictées dans les arrêtés ministériels en vigueur, sauf dispositions contraires reprises dans l'arrêté préfectoral en vigueur.

Rubrique ICPE	Désignation de la rubrique	Activités	Quantités autorisées	Régime
1435-3	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence (coefficient 1)) distribué étant : 3. Supérieur à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 3 500 m <sup>3</sup>	Installation de remplissage de liquides inflammables station service & montage	620 m <sup>3</sup>	D
2560-B-1	Travail mécanique des métaux et alliages B. Autres installations que celles visées au A, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1000 kW	Installations travaillant les métaux - Atelier d'emboutissage et autres (tôlerie, maintenance, montage)	10 000 kW	E
2563-1	Nettoyage, dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des produits à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface. La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant: 1 Supérieure à 7500 l	Nettoyage d'outils d'emboutissage au bâtiment J	8000 l	E
2564-A-1	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques A Pour les liquides organohalogénés ou des solvants organiques volatils, le volume équivalent des cuves de traitement étant: 1 Supérieure à 1500 l	Nettoyage d'outils en peinture et ateliers de maintenance	2400 l	A
2565-2-a)	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564.	Traitement de surfaces - Bains de dégraissage et phosphatation	736 m <sup>3</sup>	A

	2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant : a) supérieur à 1500 l			
2910-A-1	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est : 1. supérieure ou égale à 20 MW	Installations de combustion Bâtiments G/ U / L / P5 / F et divers make'up et aérothermes	93,489 MW (*)	A
2921-a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) : a. La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW	10 Tours aéro-réfrigérantes des bâtiments B, J et U	10 920 kW	E
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d) La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Ateliers de charge d'accumulateurs - batteries d'engins de manutention	4 450 kW	D
2930-1-a)	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur : a) La surface de l'atelier étant supérieure à 5 000 m²	Atelier de retouche de véhicules - mécanique et tôlerie	11 140 m²	A
2940-1-a)	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) à l'exclusion : ◊ des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes, de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 1521, ◊ des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450, ◊ des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930, ◊ ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique. 1. Lorsque les produits mis en œuvre sont à base de liquides et lorsque l'application est faite par procédé « au trempé ». Si la quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation est : a) supérieure à 1 000 l	Application de peinture "au trempé" - Bain de cataphorèse (hors rinçages)	350 m³	A
2940-2-a)	2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est : a) supérieure à 100 kg/j	Application de peinture – bases Installation d'encollage	26 075 kg/j	A
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	Installations de combustion - Bâtiment G/ U / L / P5 / F et divers make'up et aérothermes	93,489 MW	A
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m³	Traitement de surfaces - Bains de dégraissage et phosphatation	736 m³	A

3670	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 150 kg par heure ou à 200 tonnes par an	Application de peinture (Bât. U / C / et retouches)	1800 t/an	A
4331-2	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	Installations de mélange à froid Malaxeurs de dilution Peinture et stockage produits peinture (Bât O) Stockage en cuves aériennes (Bât F) Autres stockages Bât F et périmètre usine	331,5 t	E
4511-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 20 t.	Emploi et stockage de produits peinture, de colles, mastics et autres produits Périmètre usine	131,43 t	DC
4719-2	Acétylène (numéro CAS 74-86-2). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t.	Stockage d'acétylène en bouteilles Périmètre usine	510 kg	D
4734-2c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total.	Stockage en cuves aériennes (Bât F ilot citerne – Bât G)	230,53 t	DC
4802-2a	Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.	Périmètre usine	876 kg	DC
4802-3-1a	Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire. 1) Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant a) en récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l.	Bâtiments C / D / F / V ext	32,7 m³	D

(\*) : S'agissant de la rubrique 2910-A-1, en complément du tableau récapitulatif, dans la période transitoire du projet de modernisation de la chaufferie, les quantités autorisées restent de 123 020 kW.



L'établissement SNC Renault de Sandouville est visé dans l'annexe I de la directive européenne 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite « IED » pour ses activités :

- de traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques (3670) ;
- de traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique (3260) ;
- de combustion de combustibles dans une installation d'une puissance thermique nominale > 50 MW (3110).

La rubrique soulignée (3670) désigne la rubrique principale de l'établissement conformément à l'article R. 515-61 du code de l'environnement.

Dans ce cadre, le réexamen périodique est déclenché à chaque publication au journal officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au traitement de surface à l'aide solvant, conclusions associées à la rubrique principale 3670 définie ci-dessus.

Ainsi, l'exploitant est soumis au réexamen conformément à l'article R515-71 du code de l'environnement, et dont le contenu est précisé à l'article R515-72 dudit code. Il tient compte notamment de toutes les meilleures techniques disponibles relatives au traitement de surface à l'aide de solvants organiques (3670), conformément à l'article R515-73 du code de l'environnement et suivant les modalités de l'article R515-59 1°).

## ARTICLE 2 : La surveillance des rejets gazeux des installations de combustion

Le tableau ci-dessous récapitule l'ensemble des installations de combustion du site.

Référence de l'installation	Référence de l'émissaire	Nom de l'appareil	État de fonctionnement	Combustibles utilisés	Puissance nominale appareil	Puissance installation simultanée	Puissance GIC simultanée*
1 (39-1 Bât G)	a 10	Chaudière Cittic 1	En fonctionnement et dérogation applicable (arrêt prévu à l'issue des 17 500 h ou au plus tard le 31 décembre 2023)	Gaz naturel	11,63 MW	11,63 MW	NC
	e 12/11	Chaudière Cittic 2	À l'arrêt et démantèlement prévu (projet d'être remplacée)		34,88 MW		
	e 10/9	Chaudière BW 3	Démantelée (projet d'être remplacée)		23,25 MW		
2 (39-2 Bât G)	e 11/10	Chaudière BW4	Fonctionnement en secours des nouvelles chaudières n°1 et n°2 (39-3)	Gaz naturel	20 MW	20 MW	NC
3 (39-3 Bât G)	e 8/7	Chaudière 4 MW	Fonctionnement en cas de défaut d'apport en vapeurs de l'extérieur (Sédibex)	Gaz naturel	3,90 MW	A terme P <sub>1</sub> =54,099 MW P <sub>2</sub> =49,8 MW avec P <sub>1</sub> et P <sub>2</sub> ***	NC
	e 5/6	Chaudière Ferroli			0,399 MW		
	e n°1	Chaudière Bosch n°1	En fonctionnement depuis 1 <sup>er</sup> trimestre 2017		24,9 MW		
	e n°2	Chaudière Bosch n°2	En projet		24,9 MW		
4** (39-4 Bât G)	Sans	Groupe électrogène	Installation de secours	Fioul domestique	0,60 MW	1,20 MW	NC
	Sans	Groupe électrogène	Installation de secours		0,60 MW		
5 (116-Bât U)	D 28	Chaudière Bât U N°1 gauche	En fonctionnement	Gaz naturel	1,66 MW	3,32 MW	NC
		Chaudière Bât U N°2 droite	En fonctionnement		1,66 MW		
6 (31-Bât F)	Sans	Générateur air chaud	En fonctionnement	Gaz naturel	0,63 MW	0,63 MW	NC
7 (31-Bât L)	Sans	Chaudière Bât. L	En fonctionnement	Gaz naturel	0,09 MW	0,09 MW	NC
8 (31-Bât 5)	Sans	Chaudière Bât. P5 (CE)	En fonctionnement	Gaz naturel	0,17 MW	0,17 MW	NC



9	Sans	Make'up Aérothermes	En fonctionnement	Gaz naturel	23,55 MW	23,55 MW	NC
---	------	------------------------	-------------------	-------------	----------	----------	----

\* entrant dans le champ du chapitre III de la directive IED

\*\* moteurs thermiques destinés uniquement à alimenter les systèmes de sécurité (éclairage de secours)

\*\*\* P<sub>1</sub> étant la puissance thermique nominale de l'installation.

P<sub>2</sub> étant la puissance où les puissances de chaque appareil de combustion de moins de 15 MW (composant l'installation) ont été retranchées à P<sub>1</sub>, utilisée pour l'application des dispositions définies en fonction de la puissance thermique dans l'arrêté du 26 août 2013 (VLE, mesure continu...).

L'exploitant doit démanteler les appareils Cittic 2 et BW3 de l'installation de combustion 39-1 Bât G et transmet à l'inspection l'échéancier ou les preuves de démantèlement de ces chaudières dans un délai de 1 mois.

La surveillance des rejets atmosphériques des différentes installations de combustion respecte le tableau ci-dessous conformément à la réglementation actuelle.

Les valeurs limites sont exprimées dans les conditions normalisées de température, pression après déduction de la vapeur d'eau. Elles sont rapportées à une teneur en oxygène de 3 %.

Au-delà de la mesure annuelle, le suivi des paramètres et/ou polluants en continu se substitue au fréquentiel de mesure défini dans tableau ci-dessous.

Installation de combustion :		N°1 39-1 Bât G	N°2 39-2 Bât G	N°3 39-3 Bât G			N°5 116 Bât U
Chaudière :		Cittic 1	BW4	4 MW	Ferrol	Chaudière n°1 Chaudière n°2	Chaudière n°1 gauche Chaudière n°2 droite
Réglementation :		Déclaration	Autorisation	Autorisation			Déclaration
Poussières	VLE mg/Nm³	5	5	5	-	5	5
	Fréquence de mesures	-	Annuelle*	Semestrielle* (1)	-	Semestrielle*	-
CO	VLE mg/Nm³	100	100	100	-	100	
	Fréquence de mesures	Biennale + En continu	Annuelle*	Annuelle*	-	En continu + Annuelle*	
NOx	VLE mg/Nm³	225** (Dérogation applicable)	120	100	-	100	150
	Fréquence de mesures	Biennale	Trimestrielle* (1)	Semestrielle* (1)	-	En continu + Annuelle*	Biennale
SO <sub>2</sub>	VLE mg/Nm³	35	35	35	-	35	35
	Fréquence de mesures	-	Annuelle*	Annuelle*	-	Annuelle*	-
O <sub>2</sub>	VLE mg/Nm³				-		
	Fréquence de mesures	Biennale + En continu	En continu*	Annuelle*	-	En continu + Annuelle*	Biennale
COVNM	VLE mg/Nm³		110	50	-	50	
	Fréquence de mesures	-	-	-	-	-	
HAP	VLE mg/Nm³		0,1	0,01		0,01	
	Fréquence de mesures	-	-	-	-	-	
Formaldéhydes Métaux	VLE mg/Nm³						
	Fréquence de mesures	-	-	-	-	-	
Température	Fréquence de mesures	En continu	En continu*	Annuelle a minima*	-	En continu + Annuelle*	

(1) Mesures à réaliser au-delà de la mesure annuelle si et seulement si la chaudière concernée est en fonctionnement le jour planifié de la prise de mesure.

\* Mesures ponctuelles réalisées au moins une fois par an par un organisme agréé selon les normes en vigueur. De plus, une corrélation des mesures doit être faite entre les mesures réalisées en interne et celles faites par l'organisme extérieur.

**\*\* Cas de la dérogation de l'installation de combustion 39-1 Bât G :**

L'exploitant doit ne pas exploiter l'installation de combustion 39-1 Bât G formée de la chaudière gaz naturel, Citti 1 (11,63 MW) pendant plus de dix-sept mille cinq cents heures d'exploitation entre le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et le 31 décembre 2023 au plus tard.

Pendant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2016 au 31 décembre 2023, les valeurs limites d'émission fixées pour le SO<sub>2</sub>, les NO<sub>x</sub> et les poussières dans l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 de l'installation sont au moins maintenues pendant le restant de la vie opérationnelle de l'installation de combustion (VLE rappelées ci-dessus).

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées chaque année à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016 un relevé du nombre d'heures d'exploitation de l'installation de combustion 39-1 Bât G. Pour rappel, une heure d'exploitation correspond à une période pendant laquelle tout ou une partie d'une installation de combustion est en exploitation et rejette des émissions dans l'atmosphère. On exclut toutefois les phases de démarrage du premier appareil mis en service et d'arrêt du dernier appareil en service.

L'ensemble des chaudières formant l'installation 39-1 Bât G est mis à l'arrêt dès lors que les dix-sept mille cinq cents heures d'exploitation sont atteints et, en tout état de cause, au plus tard le 31 décembre 2023. Au-delà de dix-sept mille cinq cents heures d'exploitation ou après le 31 décembre 2023, l'exploitation de l'installation 39-1 Bât G est possible sous réserve d'obtenir une nouvelle autorisation du préfet qui nécessite le dépôt d'une nouvelle demande prévue à l'article R. 512-33 du code de l'environnement. Les chaudières sont alors considérées comme nouvelles et sont soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 en fonction de la date de cette dernière autorisation.

**Conditions de surveillance des rejets atmosphériques :**

La surveillance en continu imposée par le présent arrêté respecte les conditions imposées par la section 2 de l'article 32 à 34 de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 et le respect des VLE est jugé au regard de la section 3, articles 36 à 37 de ce même arrêté.

**ARTICLE 3 : Prévention des nuisances sonores sur site**

L'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2014, en particulier au niveau de la fréquence des mesures de niveau de bruit. La surveillance des nuisances sonores continue à se faire au minimum tous les 5 ans (contrairement à la prescription des arrêtés ministériels relevant du régime de l'enregistrement).

**ARTICLE 4 : Dispositions générales applicables aux circuits de refroidissement**

L'exploitation des tours aéroréfrigérantes est soumise au respect de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux installations soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2921.

Le tableau ci-dessous liste l'ensemble des tours aéroréfrigérantes du site. Chaque tour dispose de son propre circuit d'eau (soit 10 circuits d'eau sur site).

Bâtiment	Désignation des circuits de refroidissement et des TAR contrôlés	Puissance (kW) des circuits	Classement ICPE et fréquence d'analyse	Date de mise en service
Bât. B Sud Soudeuse 2	Tour 1	1050	Régime E Mensuelle	1995 (à l'arrêt)
	Tour 2	1050		1995 (à l'arrêt)
	Tour 3	1050		2000
Bât. B Nord Soudeuse 1	Tour 1	1050		2001
	Tour 2	1050		2001
	Tour 3	1050		2001
Bât. J Emboutissage	Tour 1	1050		1999
	Tour 2	1050		1999
Bât. U Cataphorèse	Tour 1	1020		2003
	Tour 2	1500		2001

#### ARTICLE 5 : Mesures de protection des personnes

Pour ses bâtiments situés dans le périmètre d'exposition aux risques défini par le PPRT de la ZIPLH, l'exploitant met en œuvre ses obligations en matière de sécurité des personnes, dans le cadre des réglementations qui lui sont applicables, pour faire face aux effets des risques identifiés par ce PPRT, dont les caractéristiques (intensité, probabilité, cinétique) sont précisées en annexe de son règlement.

Ces obligations peuvent être satisfaites par des mesures :

- de protection,
- de réduction de la vulnérabilité ou,
- d'organisation de l'activité.

Sans préjudice du respect des autres réglementations applicables, ces dispositions concernent en particulier le bâtiment repéré V010, pour lequel l'exploitant met en place une stratégie de confinement vis-à-vis de son exposition à des risques élevés d'aléa toxique, telle que précisée par le PPRT de la ZIPLH. Cette stratégie de confinement intègre également l'objectif de protection des personnes vis-à-vis des effets thermiques et de surpression auxquels ce bâtiment est également exposé comme défini par le PPRT de la ZIPLH. Une étude de faisabilité technique accompagnée d'un échéancier de réalisation sera transmis à l'inspection dans un délai d'un an.

Cette stratégie comporte notamment :

1. la création d'un local de confinement de taille adaptée au nombre de personnes à protéger, dont la localisation sera choisie pour en optimiser l'efficacité et il sera achevé au plus tard en 2022 ;
2. l'adaptation de la perméabilité à l'air du local de confinement et de ses autres caractéristiques constructives au phénomène dangereux le plus contraignant susceptible d'impacter le bâtiment concerné ;
3. la mise en œuvre des dispositions techniques appropriées pour que le local de confinement conserve sa pleine efficacité pendant toute la durée du confinement et permette aux personnes exposées aux différents effets dangereux recensés de surmonter la crise dans des conditions optimales (installations d'un système de coupure de ventilation, sas d'entrée, ...) ;
4. la définition de règles comportementales à respecter avant, pendant et après la crise.

Les caractéristiques du local de confinement, conjuguées à celles du bâtiment V010, doivent a minima répondre aux objectifs de performance défini au titre IV du règlement du PPRT de la ZIPLH.

## **ARTICLE 6 : Communication des risques avec l'extérieur**

Sans préjudice du respect de la réglementation du PPRT de la ZIPLH, notamment son article I-1.7, l'exploitant s'assure qu'en cas de déclenchement de plan d'opération interne (POI) par l'un des établissements à l'origine du PPRT de la ZIPLH, il est en mesure de recevoir les informations communiquées à ce sujet tant par l'exploitant à l'origine de cette mise en œuvre de POI que par les autorités en charge de la protection des personnes. En fonction des informations reçues relativement à l'occurrence dangereuse, l'exploitant prend les mesures de protection adaptées, en tenant compte de la cinétique de l'évènement.

Des exercices sont organisés régulièrement et au moins une fois par an avec les entreprises générant des risques technologiques.

## **ARTICLE 7 : Modalités de surveillance et de déclaration des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE)**

L'exploitant est tenu de respecter les modalités ci-dessous relatives à la surveillance des rejets de substances dangereuses dans l'eau, afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ces substances.

### **7-1 Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses :**

Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'annexe du présent arrêté.

Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduelles », et ce pour chaque substance à analyser.

Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, il doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvements et de mesures prévues au paragraphe 8-2 Mises en œuvre de la surveillance du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3.2 à 3.6 du document figurant en annexe du présent arrêté préfectoral complémentaire et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

Les mesures de surveillance des rejets aqueux imposées à l'industriel par l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 sur des substances mentionnées au paragraphe 7.2 du présent arrêté peuvent être remplacée par certaines mesures mentionnées au paragraphe 7.2, sous réserve que la fréquence des mesures imposée dans l'article 3 de l'annexe B de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 soit respectée.

### **7-2 Mises en œuvre de la surveillance :**

L'exploitant met en œuvre **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté, le programme de surveillance au point de rejet de l'émissaire n°1 des effluents industriels et/ou des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par les activités industrielles de l'établissement dans les conditions suivantes :



Nom du rejet	Substances	Périodicité	Durée de chaque prélèvement	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l (source : annexe 5.2 de la circulaire du 5 janvier 2009 )
Points de rejet de l'émissaire n°1 à 5	Chrome et ses composés	1 mesure par trimestre	<b>Rejets 1 et 2 :</b> Prélèvement sur 24h représentatives du fonctionnement de l'installation <b>Rejets 3, 4 et 5 :</b> Prélèvement ponctuel si une des TAR associées au rejet fonctionne en eau le jour prévu de la mesure.*	5
	Mercure et ses composés			0,5
	Naphtalène			0,05
	Cuivre et ses composés			5
	Nonylphénols			0,1
	Tétrachloroéthylène			0,5
	Trichloroéthylène			0,5
	Chloroforme			1
	Fluoranthène			0,01
	Plomb et ses composés			5
	Nickel et ses composés			10
	Zinc et ses composés			10
	Cadmium			2

\*En cas de « remontée canal » lors du prélèvement au niveau du point de rejet n°4, les résultats des mesures ne seront pas pris en compte.

Cette surveillance pérenne est à réaliser pendant une durée minimale de 1 an et demi. À l'issue de cette période et au vu de l'évolution des flux rejetés pour chaque substance, une actualisation de la surveillance peut être engagée à la demande de l'exploitant.

### 7-3 Remontée des informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets

#### Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux

Les résultats des mesures du trimestre réalisées au titre de la surveillance pérenne des substances dangereuses dans les rejets et en application de l'article 3 du présent arrêté devront être saisis et transmis au plus tard avant la fin du trimestre suivant à l'inspection des installations classées sur le site de télédéclaration du ministère en charge de l'environnement prévu à cet effet (gestion informatisée des données d'autosurveillance fréquente - GIDAF) suivant les modalités définies en accord avec l'inspection des installations classées.

#### Déclaration annuelle des émissions polluantes

Les substances faisant l'objet de la surveillance visées au paragraphe 7.2 du présent arrêté doivent faire l'objet d'une déclaration annuelle conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets quel que soit le flux annuel rejeté à compter de l'actualisation de la surveillance pérenne. Ces déclarations peuvent être établies à partir des mesures de surveillance prévues au paragraphe 7.2 du présent arrêté ou par toute autre méthode plus précise qui devra être préalablement validée par les services de l'inspection.

### 7-4 Émissions de chloroalcanes C10 – C13

L'exploitant n'utilise pas de chloroalcanes C10 – C13.

L'exploitant est dans l'obligation d'informer l'inspection des installations classées de toute modification de cet état de fait. Il doit alors, sous réserve d'être autorisé, réaliser une déclaration annuelle des émissions polluantes correspondantes (par le biais d'un bilan matière notamment).

#### **7-5 Sanctions**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement.

# Annexe

## **Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses**

### **1 INTRODUCTION**

Cette annexe a pour but de préciser les prescriptions techniques qui doivent être respectées pour la réalisation des opérations de prélèvements et d'analyses de substances dangereuses dans l'eau.

Ce document doit être communiqué à l'exploitant comme cahier des charges à remplir par le laboratoire qu'il choisira. Ce document permet également à l'inspection de vérifier à réception du rapport de synthèse de mesures les bonnes conditions de réalisation de celles-ci.

### **2 PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Le laboratoire d'analyse choisi devra impérativement être accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice " **Eaux Résiduelles**", pour chaque substance à analyser. Afin de justifier de cette accréditation, le laboratoire devra fournir à l'exploitant l'ensemble des documents listés ci-dessous avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de justifier qu'il remplit bien les dispositions de la présente annexe:

1. justificatifs d'accréditation sur les opérations de prélèvements et d'analyse de substances dans la matrice "eaux résiduelles" comprenant à minima:
  - numéro d'accréditation
  - extrait de l'annexe technique sur les substances concernées
2. liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels,
3. tableau des performances et d'assurance qualité (**sous-annexe A à compléter et à transmettre à l'inspection**) précisant les limites de quantification pour l'analyse de chacune des substances visées. Ces limites de quantification doivent être inférieures ou égales à celles indiquées à l'article 3 du présent arrêté.
4. Attestation du prestataire (**sous-annexe B à compléter et à transmettre à l'inspection**) s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'annexe 1 du présent arrêté.

Le prestataire ou l'exploitant pourra faire appel à de la sous-traitance ou réaliser lui-même les opérations de prélèvements. Dans tous les cas il devra veiller au respect des prescriptions relatives aux opérations de prélèvements telles que décrites ci-après, en concertation étroite avec le laboratoire réalisant les analyses.

La sous-traitance analytique est autorisée. Toutefois, en cas de sous-traitance, le laboratoire désigné pour ces analyses devra respecter les mêmes critères de compétences que le prestataire c'est à dire remplir les deux conditions visées au paragraphe 2 ci-dessus (fourniture des mêmes attestations)

**Le prestataire restera, en tout état de cause, le seul responsable de l'exécution des prestations et s'engagera à faire respecter par ses sous-traitants toutes les obligations de l'annexe technique.**

Lorsque les opérations de prélèvement sont diligentées par le **prestataire d'analyse**, il est **seul responsable de la bonne exécution de l'ensemble de la chaîne.**

Lorsque les opérations de prélèvements sont réalisées par l'exploitant lui-même ou son sous-traitant, l'exploitant est le **seul responsable de l'exécution des prestations de prélèvements** et de ce fait, **responsable solidaire de la qualité des résultats d'analyse**.

Le **respect du présent cahier des charges** et des **exigences demandées** pourront être contrôlés par un organisme mandaté par les services de l'Etat.

L'ensemble des données brutes devra être conservé par le laboratoire pendant au moins 3 ans.

### 3 OPÉRATIONS DE PRÉLÈVEMENT

Les opérations de prélèvement et d'échantillonnage devront s'appuyer sur les normes ou les guides en vigueur, ce qui implique à ce jour le respect de :

- la norme NF EN ISO 5667-3 "Qualité de l'eau - Echantillonnage - Partie 3 : Lignes directrices pour la conservation et la manipulation des échantillons d'eau"
- le guide FD T 90-523-2 "Qualité de l'Eau - Guide de prélèvement pour le suivi de qualité des eaux dans l'environnement - Prélèvement d'eau résiduaire"

Les points essentiels de ces référentiels techniques sont détaillés ci-après en ce qui concerne les conditions générales de prélèvement, la mesure de débit en continu, le prélèvement continu sur 24 heures à température contrôlée, l'échantillonnage et la réalisation de blancs de prélèvements.

#### 3.1 OPÉRATEURS DU PRELEVEMENT

Les opérations de prélèvement peuvent être réalisées sur le site par :

- le prestataire d'analyse ;
- le sous-traitant sélectionné par le prestataire d'analyse ;
- l'exploitant lui-même ou son sous traitant

Dans le cas où c'est l'exploitant ou son sous traitant qui réalise le prélèvement, il est impératif qu'il dispose de procédures démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3.2 à 3.6 ci-après et démontrer que la traçabilité de ces opérations est assurée.

#### 3.2 CONDITIONS GÉNÉRALES DU PRELEVEMENT

- Le volume prélevé devra être **représentatif** des flux de l'établissement et **conforme** avec les **quantités nécessaires** pour réaliser les **analyses sous accréditation**.
- En cas d'intervention de l'exploitant ou d'un sous-traitant pour le prélèvement, le nombre, le volume unitaire, le flaconnage, la préservation éventuelle et l'identification des échantillons seront obligatoirement définis par le prestataire d'analyse et communiqués au préleveur. **Le laboratoire d'analyse fournira les flaconnages** (prévoir des flacons supplémentaires pour les blancs du système de prélèvement).



- Les échantillons seront répartis dans les différents flacons fournis par le laboratoire selon les prescriptions des méthodes officielles en vigueur, spécifiques aux substances à analyser et/ou à la norme NF EN ISO 5667-3<sup>1</sup>. Les échantillons acheminés au laboratoire dans un flaconnage d'une autre provenance devront être refusés par le laboratoire.
- Le prélèvement doit être adressé afin d'être réceptionné par le laboratoire d'analyse au plus tard 24 heures après la fin du prélèvement, sous peine de refus par le laboratoire.

### 3.3 MESURE DE DÉBIT EN CONTINU

- ↳ La mesure de débit s'effectuera en continu sur une période horaire de 24 heures, suivant les normes en vigueur figurant dans le FDT-90-523-2 et les prescriptions techniques des constructeurs des systèmes de mesure.
- ↳ Afin de s'assurer de la qualité de fonctionnement de ces systèmes de mesure, des contrôles métrologiques périodiques devront être effectués par des organismes accrédités, se traduisant par :
  - Pour les systèmes en écoulement à surface libre :
    - un contrôle de la conformité de l'organe de mesure (seuil, canal jaugeur, venturi, déversoir,...) vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs,
    - un contrôle de fonctionnement du débitmètre en place par une mesure comparative réalisée à l'aide d'un autre débitmètre.
  - Pour les systèmes en écoulement en charge :
    - un contrôle de la conformité de l'installation vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs,
    - un contrôle de fonctionnement du débitmètre par mesure comparative exercée sur site (autre débitmètre, jaugeage, ...) ou par une vérification effectuée sur un banc de mesure au sein d'un laboratoire accrédité.
- ↳ Le contrôle métrologique aura lieu avant le démarrage de la première campagne de mesures, ou à l'occasion de la première mesure, avant d'être renouvelé à un rythme annuel.

### 3.4 PRÉLÈVEMENT CONTINU SUR 24 HEURES À TEMPÉRATURE CONTRÔLÉE

Ce type de prélèvement nécessite du matériel spécifique permettant de constituer un échantillon pondéré en fonction du débit.

- ↳ Les matériels permettant la réalisation d'un prélèvement automatisé en fonction du débit ou du volume écoulé, sont :
  - Soit des échantillonneurs monoflacons fixes ou portatifs, constituant un seul échantillon moyen sur toute la période considérée.
  - Soit des échantillonneurs multiflacons fixes ou portatifs, constituant plusieurs échantillons (en général 4, 6, 12 ou 24) pendant la période considérée. Si ce type d'échantillonneurs est mis en œuvre, les échantillons devront être homogénéisés pour constituer l'échantillon moyen avant transfert dans les flacons destinés à l'analyse.
- ↳ Les échantillonneurs utilisés devront **réfrigérer les échantillons pendant toute la période considérée.**

<sup>1</sup> La norme NF EN ISO 5667-3 est un Guide de Bonne Pratique. Quand des différences existent entre la norme NF EN ISO 5667-3 et la norme analytique spécifique à la substance, c'est toujours les prescriptions de la norme analytique qui prévalent.

- ✚ Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, le préleveur pratiquera un prélèvement asservi au temps, ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie (par exemple rejets homogènes en batchs). Dans ce cas, le débit et son évolution seront estimés par le préleveur en fonction des renseignements collectés sur place (compteurs d'eau, bilan hydrique, etc). **Le préleveur devra lors de la restitution préciser la méthodologie de prélèvement mise en oeuvre.**
- ✚ Un contrôle métrologique de l'appareil de prélèvement doit être réalisé périodiquement sur les points suivants (recommandations du guide FD T 90-523-2) :
  - Justesse et répétabilité du volume prélevé (volume minimal : 50 ml, écart toléré entre volume théorique et réel 5%)
  - Vitesse de circulation de l'effluent dans les tuyaux supérieure ou égale à 0,5 m/s
- ✚ Un contrôle des matériaux et des organes de l'échantillonneur seront à réaliser (voir blanc de système de prélèvement)
- ✚ Le positionnement de la prise d'effluent devra respecter les points suivants :
  - Dans une zone turbulente ;
  - À mi-hauteur de la colonne d'eau ;
  - À une distance suffisante des parois pour éviter une contamination des échantillons par les dépôts ou les biofilms qui s'y développent.

### 3.5 ECHANTILLON

- ✚ La représentativité de l'échantillon est difficile à obtenir dans le cas du fractionnement de certaines eaux résiduaires en raison de leur forte hétérogénéité, de leur forte teneur en MES ou en matières flottantes. Un système d'homogénéisation pourra être utilisé dans ces cas. Il ne devra pas modifier l'échantillon.
- ✚ Le conditionnement des échantillons devra être réalisé dans des contenants conformes aux méthodes officielles en vigueur, spécifiques aux substances à analyser et/ou à la norme NF EN ISO 5667-3<sup>1</sup>.
- ✚ Le transport des échantillons vers le laboratoire devra être effectué dans une **enceinte** maintenue à une **température égale à  $5^{\circ}\text{C} \pm 3^{\circ}\text{C}$** , et être **accompli** dans les **24 heures** qui suivent la fin du prélèvement, afin de garantir l'intégrité des échantillons.
- ✚ La température de l'enceinte ou des échantillons sera contrôlée à l'arrivée au laboratoire et indiquée dans le rapportage relatif aux analyses.

### 3.6 BLANCS DE PRÉLÈVEMENT

#### **Blanc du système de prélèvement :**

*Le blanc de système de prélèvement est destiné à vérifier l'absence de contamination liée aux matériaux (flacons, tuyaux) utilisés ou de contamination croisée entre prélèvements successifs. Il appartient au préleveur de mettre en œuvre les dispositions permettant de démontrer l'absence de contamination. La transmission des résultats vaut validation et l'exploitant sera donc réputé émetteur de toutes les substances retrouvées dans son rejet, aux teneurs correspondantes. Il lui appartiendra donc de contrôler cette absence de contamination avant transmission des résultats.*

- ↳ Si un blanc du système de prélèvement est réalisé, il est recommandé de suivre les prescriptions suivantes :
  - il devra être fait obligatoirement sur une **durée de 3 heures minimum**. Il pourra être réalisé en laboratoire en faisant circuler de l'eau exempte de micropolluants dans le système de prélèvement.
- ↳ Les critères d'acceptation et de prise en compte du blanc seront les suivants :
  - si valeur du blanc < LQ : ne pas soustraire les résultats du blanc du système de prélèvement des résultats de l'effluent
  - si valeur du blanc  $\geq$  LQ et inférieure à l'incertitude de mesure attachée au résultat : ne pas soustraire les résultats du blanc du système de prélèvement des résultats de l'effluent
  - si valeur du blanc > l'incertitude de mesure attachée au résultat : la présence d'une contamination est avérée, le laboratoire devra refaire le prélèvement et l'analyse du rejet considéré.

### **Blanc d'atmosphère**

- ↳ La réalisation d'un blanc d'atmosphère permet au laboratoire d'analyse de s'assurer de la fiabilité des résultats obtenus concernant les composés volatils ou susceptibles d'être dispersés dans l'air et pourra fournir des données explicatives à l'exploitant.
- ↳ Le blanc d'atmosphère peut être réalisé à la demande de l'exploitant en cas de **suspicion de présence de substances volatiles** (BTEX, COV, Chlorobenzène, mercure...) sur le site de prélèvement.
- ↳ S'il est réalisé, il doit l'être obligatoirement et systématiquement :
  - le jour du prélèvement des effluents aqueux,
  - sur une durée de 24 heures ou en tout état de cause, sur une durée de prélèvement du blanc d'atmosphère identique à la durée du prélèvement de l'effluent aqueux. La méthodologie retenue est de laisser un flacon d'eau exempte de COV et de métaux exposé à l'air ambiant à l'endroit où est réalisé le prélèvement 24h asservi au débit,
  - Les valeurs du blanc d'atmosphère seront mentionnées dans le rapport d'analyse et en aucun cas soustraites des autres.

## **4 ANALYSES**

- ↳ **Toutes les procédures analytiques doivent être démarrées si possible dans les 24h et en tout état de cause 48 heures au plus tard après la fin du prélèvement.**
- ↳ Toutes les analyses doivent rendre compte de la **totalité** de l'échantillon (effluent brut, MES comprises) en respectant les dispositions relatives au traitement des MES reprises ci-dessous, hormis pour les diphényléthers polybromés.
- ↳ Dans le cas des **métaux**, l'analyse demandée est une détermination de la concentration en **métal total** contenu dans l'effluent (aucune filtration), obtenue après digestion de l'échantillon selon les normes en vigueur :
  - Norme ISO 15587-1 "Qualité de l'eau Digestion pour la détermination de certains éléments dans l'eau Partie 1 : digestion à l'eau régale" ou
  - Norme ISO 15587-2 "Qualité de l'eau Digestion pour la détermination de certains éléments dans l'eau Partie 2 : digestion à l'acide nitrique".

Pour le **mercure**, l'étape de digestion complète sans filtration préalable est décrite dans les normes analytiques spécifiques à cet élément.

- ↳ Dans le cas des **alkylphénols**, il est demandé de rechercher **simultanément** les nonylphénols, les octylphénols ainsi que les deux premiers homologues d'éthoxylates<sup>2</sup> de nonylphénols (NP10E et NP20E) et les deux premiers homologues d'éthoxylates<sup>2</sup> d'octylphénols (OP10E et OP20E). La recherche des éthoxylates peut être effectuée sans surcoût conjointement à celle des nonylphénols et des octylphénols par l'utilisation du projet de norme ISO/DIS 18857-2<sup>3</sup>.
- ↳ Certains paramètres de suivi habituel de l'établissement, à savoir la **DCO** (Demande Chimique en Oxygène) ou **COT** (Carbone Organique Total) en fonction de l'arrêté préfectoral en vigueur, et les **MES** (Matières en Suspension) seront analysés systématiquement dans chaque effluent selon les normes en vigueur (cf. notes <sup>4</sup>, <sup>5</sup>, <sup>6</sup> et <sup>7</sup>) afin de vérifier la représentativité de l'activité de l'établissement le jour de la mesure.
- ↳ Les performances analytiques à atteindre pour les eaux résiduaires sont indiquées en **ANNEXE 5.2.** de la circulaire du 5 janvier 2009 et sont également reprises à l'**article 3** du présent arrêté. Elles sont issues de l'exploitation des limites de quantification transmises par les prestataires d'analyses dans le cadre de l'action RSDE depuis 2005.

#### **Prise en compte des MES**

- ↳ Le laboratoire doit préciser et décrire de façon détaillée les méthodes mises en œuvre en cas de concentration en MES > 50 mg/L.
- ↳ Pour les paramètres visés à l'article 3 (à l'exception de la DCO, du COT et des MES), il est demandé:
  - Si  $50 < \text{MES} < 250 \text{ mg/l}$  : réaliser 3 extractions liquide/liquide successives au minimum sur l'échantillon brut sans séparation.

---

<sup>2</sup> Les éthoxylates de nonylphénols et d'octylphénols constituent à terme une source indirecte de nonylphénols et d'octylphénols dans l'environnement.

<sup>3</sup> ISO/DIS 18857-2 : Qualité de l'eau – Dosage d'alkylphénols sélectionnés- Partie 2 : Détermination des alkylphénols, d'éthoxylates d'alkylphénol et bisphénol A – Méthode pour échantillons non filtrés en utilisant l'extraction sur phase solide et chromatographie en phase gazeuse avec détection par spectrométrie de masse après dérivation. Disponible auprès de l'AFNOR, commission T 91M et qui sera publiée prioritairement en début 2009.

<sup>4</sup> NF T 90-101 : Qualité de l'eau : Détermination de la demande chimique en oxygène (DCO)

<sup>5</sup> NF EN 872 : Qualité de l'eau : Dosage des matières en suspension Méthode par filtration sur filtre en fibres de verre

<sup>6</sup> NF EN 1484 – Analyse des eaux : Lignes directrices pour le dosage du Carbone Organique Total et du Carbone Organique Dissous

<sup>7</sup> NF T 90-105-2 : Qualité de l'eau : Dosage des matières en suspension Méthode par centrifugation



- Si MES  $\geq 250$  mg/l : analyser séparément la phase aqueuse et la phase particulaire après filtration ou centrifugation de l'échantillon brut, sauf pour les **composés volatils** pour lesquels le traitement de l'échantillon brut par filtration est à proscrire. Les composés volatils concernés sont : 3,4 dichloroaniline, Epichlorhydrine, Tributylphosphate, Acide chloroacétique, Benzène, Ethylbenzène, Isopropylbenzène, Toluène, Xylènes (Somme o,m,p), 1,2,3 trichlorobenzène, 1,2,4 trichlorobenzène, 1,3,5 trichlorobenzène, Chlorobenzène, 1,2 dichlorobenzène, 1,3 dichlorobenzène, 1,4 dichlorobenzène, 1 chloro 2 nitrobenzène, 1 chloro 3 nitrobenzène, 1 chloro 4 nitrobenzène, 2 chlorotoluène, 3 chlorotoluène, 4 chlorotoluène, Nitrobenzène, 2 nitrotoluène, 1,2 dichloroéthane, Chlorure de méthylène, Chloroforme, Tétrachlorure de carbone, chloroprène, 3 chloropropène, 1,1 dichloroéthane, 1,1 dichloroéthylène, 1,2 dichloroéthylène, hexachloroéthane, 1,1,2,2 tétrachloroéthane, Tétrachloroéthylène, 1,1,1 trichloroéthane, 1,1,2 trichloroéthane, Trichloroéthylène, Chlorure de vinyle, 2 chloroaniline, 3 chloroaniline, 4 chloroaniline et 4 chloro 2 nitroaniline.
- La restitution pour chaque effluent chargé (MES  $\geq 250$  mg/l ) sera la suivante pour l'ensemble des substances de l'article 3 : valeur en  $\mu\text{g/l}$  obtenue dans la **phase aqueuse**, valeur en  $\mu\text{g/kg}$  obtenue dans la **phase particulaire** et valeur **totale** calculée en  $\mu\text{g/l}$ .

L'analyse des diphenyléthers polybromés (PBDE) n'est pas demandée dans l'eau, et sera à réaliser selon la norme ISO 22032 **uniquement sur les MES** dès que leur concentration est  $\geq 50$  mg/l. La quantité de MES à prélever pour l'analyse devra permettre d'atteindre une LQ équivalente dans l'eau de  $0,05 \mu\text{g/l}$  pour chaque BDE.

## SOUS-ANNEXE A

### TABLEAU DES PERFORMANCES ET ASSURANCE QUALITÉ A RENSEIGNER PAR LE LABORATOIRE ET À RESTITUER A L'EXPLOITANT

(Annexe 5.5 de la circulaire du 5 janvier 2009)

Famille	Substances	Code SANDRE	Substance Accréditée <sup>1</sup> oui / non sur matrice eaux résiduaires	LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eau résiduaire)
<b>Alkylphénols</b>	Nonylphénols	6598		
	NP1OE	6366		
	NP2OE	6369		
	Octylphénols	6600		
	OP1OE	6370		
	OP2OE	6371		
<b>Anilines</b>	2 chloroaniline	1593		
	3 chloroaniline	1592		
	4 chloroaniline	1591		
	4-chloro-2 nitroaniline	1594		
	3,4 dichloroaniline	1586		
<b>Autres</b>	Chloroalcanes C <sub>10</sub> -C <sub>13</sub>	1955		
	Biphényle	1584		
	Epichlorhydrine	1494		
	Tributylphosphate	1847		
	Acide chloroacétique	1465		
	Tétrabromodiphényléther BDE 47	2919		
	Pentabromodiphényléther (BDE 99)	2916		
	Pentabromodiphényléther (BDE 100)	2915		
	Hexabromodiphényléther BDE 154	2911		
	Hexabromodiphényléther BDE 153	2912		
	Heptabromodiphényléther BDE 183	2910		
	Décabromodiphényléther (BDE 209)	1815		
<b>BTEX</b>	Benzène	1114		
	Ethylbenzène	1497		
	Isopropylbenzène	1633		
	Toluène	1278		
	Xylènes (Somme o,m,p)	1780		
<b>Chlorobenzènes</b>	Hexachlorobenzène	1199		
	Pentachlorobenzène	1888		
	1,2,3 trichlorobenzène	1630		
	1,2,4 trichlorobenzène	1283		
	1,3,5 trichlorobenzène	1629		

Famille	Substances	Code SANDRE	Substance Accréditée <sup>1</sup> oui / non sur matrice eaux résiduelles	LQ en µg/l (obtenue sur une matrice eau résiduaire)
	Chlorobenzène	1467		
	1,2 dichlorobenzène	1165		
	1,3 dichlorobenzène	1164		
	1,4 dichlorobenzène	1166		
	1,2,4,5 tétrachlorobenzène	1631		
	1-chloro-2-nitrobenzène	1469		
	1-chloro-3-nitrobenzène	1468		
	1-chloro-4-nitrobenzène	1470		
<b>Chlorophénols</b>	Pentachlorophénol	1235		
	4-chloro-3-méthylphénol	1636		
	2 chlorophénol	1471		
	3 chlorophénol	1651		
	4 chlorophénol	1650		
	2,4 dichlorophénol	1486		
	2,4,5 trichlorophénol	1548		
	2,4,6 trichlorophénol	1549		
<b>COHV</b>	Hexachloropentadiène	2612		
	1,2 dichloroéthane	1161		
	Chlorure de méthylène	1168		
	Hexachlorobutadiène	1652		
	Chloroforme	1135		
	Tétrachlorure de carbone	1276		
	Chloroprène	2611		
	3-chloroprène (chlorure d'allyle)	2065		
	1,1 dichloroéthane	1160		
	1,1 dichloroéthylène	1162		
	1,2 dichloroéthylène	1163		
	Hexachloroéthane	1656		
	1,1,2,2 tétrachloroéthane	1271		
	Tétrachloroéthylène	1272		
	1,1,1 trichloroéthane	1284		
	1,1,2 trichloroéthane	1285		
	Trichloroéthylène	1286		
	Chlorure de vinyle	1753		
<b>Chlorotoluènes</b>	2-chlorotoluène	1602		
	3-chlorotoluène	1601		
	4-chlorotoluène	1600		
<b>HAP</b>	Anthracène	1458		
	Fluoranthène	1191		
	Naphtalène	1517		
	Acénaphène	1453		
	Benzo (a) Pyrène	1115		
	Benzo (k) Fluoranthène	1117		
	Benzo (b) Fluoranthène	1116		
	Benzo (g,h,i) Pérylène	1118		
	Indeno (1,2,3-cd) Pyrène	1204		
<b>Métaux</b>	Cadmium et ses composés	1388		
	Plomb et ses composés	1382		



---

**TITRE 1 SOUS-ANNEXE B**

---



## ATTESTATION DU PRESTATAIRE

Je soussigné(e)

(Nom, qualité) .....

Coordonnées de l'entreprise : .....

(Nom, forme juridique, capital social, RCS, siège social et adresse si différente du siège)

.....  
.....

- ❖ reconnais avoir reçu et avoir pris connaissance des prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique et des documents auxquels il fait référence.
- ❖ m'engage à restituer les résultats dans un délai de XXX mois après réalisation de chaque prélèvement <sup>8</sup>
- ❖ reconnais les accepter et les appliquer sans réserve.

A :

Le :

Pour le soumissionnaire', nom et prénom de la personne habilitée à signer le marché :

Signature :

Cachet de la société :

'Signature et qualité du signataire (qui doit être habilité à engager sa société) précédée de la mention « Bon pour acceptation »

---

<sup>8</sup> L'attention est attirée sur l'intérêt de disposer des résultats d'analyses de la première mesure avant d'engager la suivante afin d'évaluer l'adéquation du plan de prélèvement, en particulier lors des premières mesures.